

161 PAYS PASSÉS À LA LOUPE

UNE MÉTHODOLOGIE UNIQUE

- Une expertise macroéconomique en matière d'appréciation des risques pays
- L'appréhension de l'environnement des affaires
- Les données microéconomiques à travers 70 ans d'expérience en matière de paiement

RISQUE D'IMPAYÉS DES ENTREPRISES

A1

TRÈS FAIBLE

A2

PEU ÉLEVÉ

A3

SATISFAISANT

A4

CONVENABLE

B

ASSEZ ÉLEVÉ

C

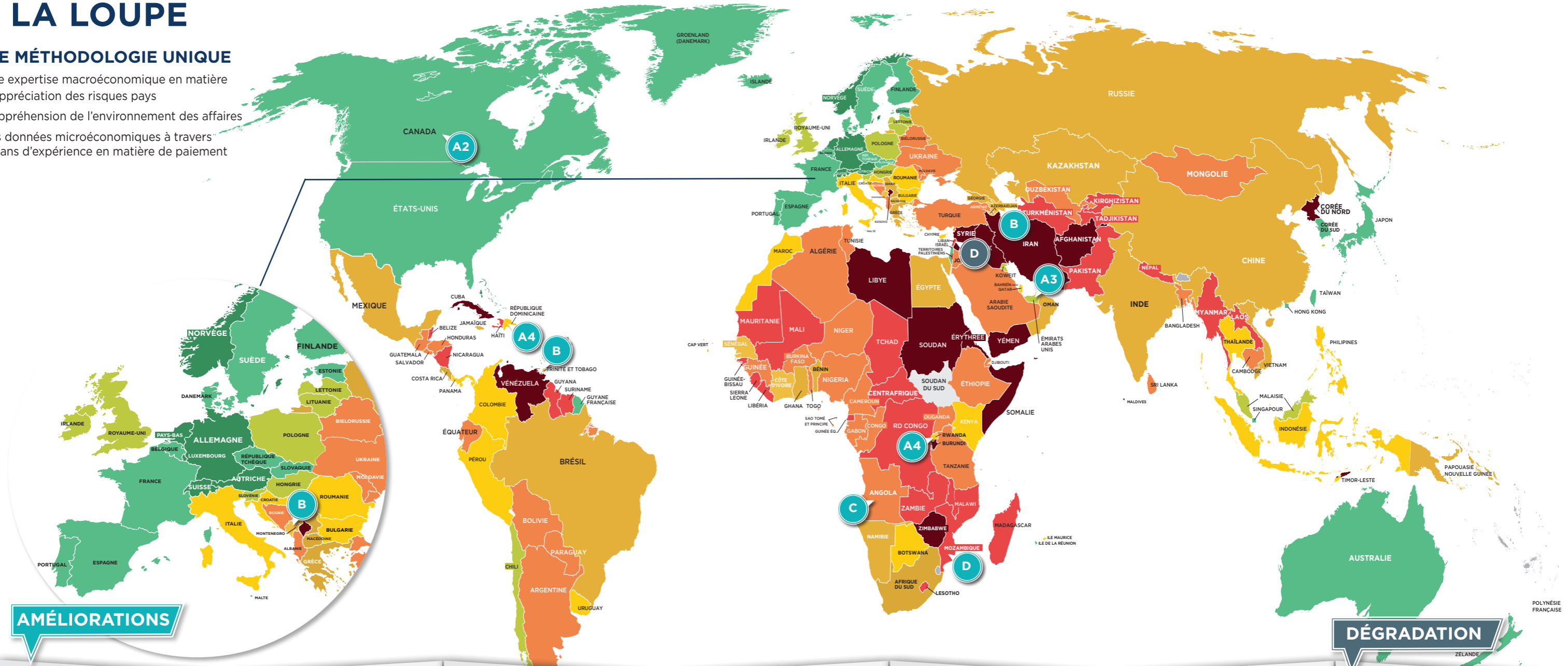
ÉLEVÉ

D

TRÈS ÉLEVÉ

E

EXTRÊME



AMÉLIORATIONS

DÉGRADATION

ANGOLA

C

- La production de pétrole devrait croître en 2019, ce qui favorisera un retour à la croissance;
- La dépréciation du taux officiel devrait ralentir;
- Accélération des réformes des entreprises d'État et en lien avec l'environnement des affaires.

AZERBAÏDJAN

B

- Une croissance plus forte est attendue en 2019;
- Les prix plus élevés des hydrocarbures permettent d'augmenter la dépense publique, tout en conservant des excédents public et courant;
- L'achèvement du gazoduc Tanap augmentera des livraisons de gaz à la Turquie.

CANADA

A2

- Stabilisation des prix de l'immobilier;
- Signature de l'accord AEUMC, entérinant la fin de l'incertitude sur les futures relations commerciales avec les États-Unis;
- La croissance devrait rester solide en 2019.

ÉMIRATS ARABES UNIS

A3

- La hausse des prix du pétrole entraînera une hausse des dépenses publiques et contribuera à renforcer la confiance économique;
- La demande intérieure va s'accroître;
- Les délais de paiement se sont stabilisés.

MONTÉNÉGRÓ

B

- Consolidation budgétaire sérieuse;
- La principale activité, le tourisme, se porte très bien;
- Stabilité institutionnelle et politique.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

A4

- Une croissance annuelle bien supérieure (6,1%) à la moyenne de la région (1%) au cours des 5 dernières années, tirée par l'industrie manufacturière dans les zones franches et l'augmentation des exportations vers les États-Unis;
- Le budget 2019, approuvé par le Parlement, montre une légère amélioration du déficit public.

LIBAN

D

- La profonde fragmentation du paysage politique et la faiblesse de la gouvernance continueront de limiter les plans d'assainissement budgétaire;
- Le système bancaire reste largement tributaire des dépôts en devises, qui risquent de fuir rapidement en cas de renforcement de l'incertitude politique;
- La forte exposition souveraine des banques augmentera, avec une hausse des risques financiers.